

SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
BUREAU SYNDICAL du 26 novembre 2013

L'an deux mil treize, le 26 novembre à neuf heures trente, le bureau syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, président.

Date de la convocation : 18 novembre 2013

Nombre de membres : Nombre de membres : 13

Présents : 10

Pouvoir : 0

Absents, excusés : 3

Présents

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Monsieur Bernard JAMET

COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER: Messieurs Christian FAUCHER, Jean GUILLOT

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS: Messieurs Michel POUILLARD, Olivier HURABIELLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES: Monsieur Dominique DUBREUIL

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Richard KOWALYSZIN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES: Messieurs Robert BELLERET, Thierry PORIKIAN

COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE: Monsieur André THOMAZON

Absents, excusés

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Michel MONSEAU

SIVOM SANCERGUES SAINT MARTIN DES CHAMPS : Monsieur Jean- Luc CHARACHE

COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : Monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR

BUREAU SYNDICAL

SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

Séance du 26 novembre 2013

Délibération n° 2013-DB00020

MISE EN PLACE DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL

M. le président informe l'assemblée de la teneur du décret n° 2010-716 du 29 juin pris en application de l'article 76-1 de la loi n° 84-53 du 26 juin 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Il expose les modalités de mise en œuvre du dispositif d'expérimentation de l'entretien professionnel annuel. Cette procédure consiste en la substitution de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux à l'ancien système de notation.

La mise en place à titre expérimental de l'entretien professionnel concerne uniquement les fonctionnaires titulaires. Sont exclus du dispositif les fonctionnaires stagiaires, les agents non titulaires de droit public ou de droit privé.

L'entretien professionnel peut concerner l'ensemble du personnel titulaire de la collectivité ou s'appliquer exclusivement à certains cadres d'emploi et grades. Dans ce dernier cas, le système d'évaluation de la valeur professionnelle reste la notation.

Le décret n° 2010-716 susvisé stipule que l'entretien professionnel est conduit par le supérieur hiérarchique direct et donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu. Il porte sur les thèmes suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par le fonctionnaire eu égard aux objectifs qui lui ont été assignés et aux conditions d'organisation et de fonctionnement du service dont il relève,
- La détermination des objectifs assignés au fonctionnaire pour l'année à venir et les perspectives d'amélioration de ses résultats professionnels, compte tenu, le cas échéant, des évolutions prévisibles en matière d'organisation et de fonctionnement du service,
- La manière de servir du fonctionnaire,
- Les acquis de son expérience professionnelle,
- Le cas échéant, ses capacités d'encadrement,
- Les besoins de formation du fonctionnaire eu égard, notamment, aux missions qui lui sont imparties, aux compétences qu'il doit acquérir et aux formations dont il a bénéficié,
- Les perspectives d'évolution professionnelle du fonctionnaire en termes de carrière et de mobilité.

La valeur professionnelle de l'agent est appréciée en fonction de critères, fixés par l'organe délibérant après avis du comité technique paritaire. Ces critères portent notamment sur l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs, les compétences professionnelles et techniques, les qualités relationnelles, la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

La collectivité communique un bilan annuel de l'expérimentation au comité Technique Paritaire.

M. le président propose donc de mettre en place et à titre expérimental pour l'année 2013, le dispositif de l'entretien professionnel annuel, conformément aux dispositions du décret n° 2010-716 du 29 juin 2010 et de l'appliquer à l'ensemble des fonctionnaires titulaires de la collectivité.

Les critères d'évaluation des agents concernés portent sur :

- 1- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs
- 2- Les compétences professionnelles et techniques
- 3- Les qualités relationnelles
- 4- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur,

Le comité technique paritaire a émis un avis favorable sur ces critères dans sa séance du 21 octobre 2013.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, approuve les propositions faites par le président et décide d'expérimenter l'entretien professionnel annuel selon les dispositions prévues ci-dessus.

Les modalités de l'organisation de l'entretien professionnel respecteront les dispositions fixées par le décret n° 2010-716 du 29 juin 2010 (convocation du fonctionnaire, établissement du compte-rendu, notification du compte-rendu au fonctionnaire, demande de révision de l'entretien professionnel, saisine de la commission administrative paritaire).

La délibération est votée à l'unanimité.

.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET